À l’approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre, FokusIsrael.ch vous présente les principales personnalités politiques de l’État juif. Cette semaine, il s’agit des dirigeants de la nouvelle alliance de partis « Les Réservistes », « Nouveau Parti économique » et « Force » : Yoaz Hendel, Yaron Zelekha et Einat Wilf.

Par Jan Kapusnak

Ce qui semblait au départ n’être qu’une énième alliance de dernière minute est désormais devenu un acteur électoral de premier plan. Plusieurs sondages récents prévoient que cette alliance tripartite nouvellement formée franchira le seuil des 3,25 % des voix et remportera quatre sièges lors des élections à la Knesset. Et ce, avec trois partenaires qui mettent l’accent sur des thèmes différents.

Yoaz Hendel : l’indépendant de droite proche de nombreux partis

Yoaz Hendel est issu de la droite nationale israélienne. Né en 1975 et ayant grandi à Elkana, en Samarie, il a servi au sein de l’unité de commandos de la marine Shayetet 13, a ensuite commandé la réserve et a obtenu un doctorat en histoire militaire. Il a travaillé comme journaliste et a dirigé l’Institut des stratégies sionistes avant de se lancer dans la politique. M. Hendel a travaillé pour Benjamin Netanyahu et a dirigé, de 2011 à 2012, la Direction nationale de l’information au sein du cabinet du Premier ministre. En 2019, M. Hendel a fait son entrée à la Knesset au sein de l’alliance «Bleu-Blanc». En 2020, il s’est séparé de cette alliance pour fonder son propre parti, « Derech Eretz », puis a rejoint en 2021 le parti « New Hope » de Gideon Sa’ar. M. Hendel a occupé deux fois le poste de ministre de la Communication, d’abord en 2020, puis de nouveau de 2021 à 2022.

La succession rapide de ses changements d’affiliation politique masque une identité politique relativement cohérente. Hendel est soucieux de la sécurité et, dans les conditions actuelles, opposé à la création d’un État palestinien. Il rejette également la manière dont les coalitions gouvernementales ont été formées par le passé : en accordant des dérogations, des financements et d’autres concessions aux partis religieux – en échange de leur soutien au gouvernement.

Le service obligatoire pour les ultra-orthodoxes, une revendication centrale

Après le 7 octobre, ce credo est devenu le fondement de son nouveau parti. Hendel a repris son service de réserve et a fait du service militaire ou de défense obligatoire sa revendication centrale. Il fait valoir que l’ancienne réglementation, selon laquelle une part de plus en plus réduite de la population supporte la charge militaire tandis que de larges groupes bénéficient d’exemptions, n’est plus tenable.

Cela le met en conflit avec Netanyahou, qui dépend des partis haredim (ultra-orthodoxes). M. Hendel affirme qu’il n’apportera pas ses voix à une coalition qui continuerait à exempter les ultra-orthodoxes du service militaire. Dans le même temps, il rejette également un gouvernement qui dépendrait des partis arabes. Sa formule privilégiée est celle d’un « large gouvernement sioniste », reposant sur les grands partis juifs.

Yaron Zelekha : le coût de la vie et une concurrence accrue au centre des préoccupations

Yaron Zelekha, partenaire d’alliance de Hendel, rejoint l’alliance en provenance d’un horizon totalement différent. Né en 1970, il a suivi une formation d’économiste et de comptable ; dans les années 1990, il a dirigé l’équipe économique au sein du cabinet de M. Netanyahu et a occupé le poste de contrôleur général des finances d’Israël de 2003 à 2007. Il est ensuite devenu enseignant à l’Ono Academic College et un commentateur économique de premier plan.

Le message politique de Zelekha est simple : les Israéliens paient trop cher, car trop de marchés sont dominés par des monopoles, des cartels, des importateurs exclusifs et d’autres concentrations de pouvoir. Il milite en faveur d’une concurrence accrue, d’une réduction des barrières à l’importation et d’une baisse des impôts, et se présente comme le défenseur des consommateurs et des petites entreprises.

Zelekha a fondé le « Nouveau Parti économique » avant les élections de 2021 et s’est présenté à nouveau en 2022, sans toutefois atteindre, à ces deux occasions, le seuil de 3,25 % des voix nécessaire pour entrer à la Knesset. Il est néanmoins resté

présent dans le débat public, notamment sur les thèmes de l’inflation, du logement et du coût de la vie.

Son alliance avec Hendel relève donc moins d’une convergence idéologique que d’une répartition des tâches. Hendel apporte à l’alliance un profil axé sur la sécurité, des réservistes et la lutte en faveur du service militaire obligatoire. Zelekha y apporte un programme économique qui s’adresse aux électeurs frustrés par la hausse des prix et les monopoles sur le marché.

Einat Wilf : la voix sioniste la plus influente à l’étranger

La troisième personnalité de la liste apporte une dimension supplémentaire à cette alliance : Einat Wilf a été membre de la Knesset de 2010 à 2013, d’abord au sein du Parti travailliste, puis au sein du groupe « Indépendance » d’Ehud Barak. Elle a présidé la commission de l’éducation, a siégé aux commissions des affaires étrangères et de la défense, et avait auparavant occupé le poste de conseillère en politique étrangère auprès de Shimon Peres.

Mais son image publique a été largement marquée, au cours de la dernière décennie, par son engagement international en faveur d’Israël. Bien avant le 7 octobre, Einat Wilf était déjà devenue l’une des voix israéliennes anglophones les plus en vue pour défendre le sionisme auprès d’un public étranger. À travers ses livres, ses conférences, ses interventions dans les universités, ses interviews et ses débats, elle s’est attachée non seulement à défendre certaines politiques israéliennes, mais aussi à souligner la légitimité fondamentale de l’autodétermination nationale juive.

Ce point est au cœur de sa vision du monde. Wilf soutient que le problème international d’Israël ne peut pas être résolu simplement par une meilleure communication. Selon elle, une grande partie des campagnes anti-israéliennes vise le sionisme en soi et nécessite donc une réponse idéologique fondamentale. Les ouvrages de Wilf, tels que *_Winning the War of Words_* et *_We Should All Be Zionists_*, sont nés de cette volonté de faire valoir l’argumentation israélienne et sioniste auprès d’un public sceptique.

Critique de premier plan de l’UNRWA

Einat Wilf est peut-être surtout connue pour ses travaux sur la question des réfugiés palestiniens. En collaboration avec Adi Schwartz, elle a écrit *_The War of Return_* *et* a fait valoir que la revendication d’un « droit au retour » pour des millions de descendants de réfugiés palestiniens était incompatible avec un véritable accord sur la solution à deux États. Selon elle, la paix exige que les Palestiniens acceptent d’abord qu’Israël reste l’État-nation du peuple juif. Cet argument a également fait d’elle une détractrice de longue date de l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).

Pas d’exception pour les ultra-orthodoxes – sous peine de privation de leurs droits civiques

Après le 7 octobre, Wilf a officiellement fait son retour en politique en fondant le parti « Oz » (« Force »), enregistré officiellement sous le nom « Oz for Equality in Service », qui prône donc l’égalité de tous les citoyens et rejette les dérogations accordées aux juifs ultra-orthodoxes. Einat Wilf a déclaré à FokusIsrael.ch en 2025 : « Si les ultra-orthodoxes ne veulent pas effectuer leur service militaire, ils ne devraient alors pas non plus bénéficier du droit de vote ni d’autres droits comme les autres citoyennes et citoyens de l’État. »

Dans l’ensemble, le parti de Wilf prône la paix, fondée sur l’acceptation du sionisme par les Arabes et les Palestiniens, un service militaire ou civil universel, une séparation plus nette entre la religion et l’État, une représentation accrue des femmes aux hautes fonctions publiques et une « souveraineté juive autonome » plutôt qu’une « mentalité d’exil ».

De la voie solitaire au partenariat

À l’origine, Einat Wilf avait l’intention de se présenter seule à la Knesset sous la bannière d’« Oz ». Mais alors que la date limite de dépôt des listes de candidats approchait, elle a annoncé qu’elle cherchait à former une alliance susceptible de donner un poids parlementaire à ses idées. Elle a ensuite déclaré que les « Réservistes » de Hendel et le « Nouveau Parti économique » de Zelekha étaient les seuls partenaires envisageables à ses yeux. D’une part, parce qu’elle partage leurs

positions sur le service obligatoire pour tous et sur le coût élevé de la vie. D’autre part, parce qu’une telle alliance lui permettrait de continuer à se concentrer sur la « guerre cognitive » autour du droit à l’existence d’Israël.

L’évolution politique d’Einat Wilf est donc plus complexe qu’un simple glissement de la gauche vers la droite. Mme Wilf continue de présenter la paix comme un objectif légitime, mais elle fait valoir que les compromis territoriaux ne peuvent aboutir sans que les Palestiniens acceptent la souveraineté juive. Le 7 octobre l’a confortée dans cette conviction. Depuis le massacre, elle a intensifié son plaidoyer international en faveur d’Israël et décrit de plus en plus la lutte d’Israël comme étant à la fois militaire et idéologique.

Aucun ralliement à l’un des blocs existants

Hendel, Zelekha et Wilf ne sont pas unis par une idéologie globale. Ce qui les rassemble, c’est la conviction que l’État devrait exiger davantage de responsabilités de la part de ses citoyens tout en les protégeant contre les intérêts politiques et économiques figés. La position des trois partenaires de l’Alliance vis-à-vis du Premier ministre Benjamin Netanyahou se distingue délibérément de celle de la coalition gouvernementale actuelle et de l’opposition.

M. Hendel critique M. Netanyahu, estimant qu’il porte la responsabilité de l’échec du 7 octobre et qu’il devrait quitter ses fonctions. Il précise toutefois qu’il pourrait participer à un « gouvernement sioniste élargi » avec M. Netanyahu et le Likoud, à condition que celui-ci ne dépende pas des partis haredim.

M. Zelekha affirme également qu’il ne boycotte pas M. Netanyahu et qu’il est prêt à rejoindre un gouvernement dirigé par ce dernier, à condition que celui-ci accepte les revendications de son parti concernant le service civique obligatoire, la baisse du coût de la vie et des réformes favorables à l’économie.

Wilf a également vivement critiqué Netanyahou et ses gouvernements par le passé. Elle considère cette nouvelle alliance comme un moyen de mettre fin à la formation de blocs « toxiques » entre, d’une part, la coalition gouvernementale actuelle et, d’autre part, l’opposition.

En cas de succès : une influence décisive sur la formation du gouvernement

Si l’alliance entre « Réservistes », « Nouveau Parti économique » et « Force », comme le laissent présager les derniers sondages électoraux, remporte quatre sièges lors des élections à la Knesset, le souhait de Wilf pourrait alors se réaliser. En effet, dans un parlement qui s’annonce fortement fragmenté, cette alliance pourrait, même avec peu de mandats, exercer une influence considérable sur la composition et les priorités du prochain gouvernement. Mais pour cela, elle doit d’abord parvenir à fédérer trois parcours politiques très différents autour d’un nombre suffisant de voix communes afin de sortir victorieuse du scrutin.

Portraits déjà publiés

Benjamin Netanyahu : de l’homme de l’ombre à la marionnette – mais pas encore vaincu – FokusIsrael

Bezalel Smotrich : d’activiste marginal à homme politique influent au sein de la coalition – FokusIsrael

Itamar Ben-Gvir : de partisan du terrorisme à faiseur de rois – FokusIsrael

Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d’une influence démesurée – FokusIsrael

Gadi Eisenkot : l’ancien général qui veut vaincre Netanyahou – FokusIsrael

Naftali Bennett parviendra-t-il à battre le Premier ministre Netanyahou pour la deuxième fois ? – FokusIsrael

Yair Lapid : de star de la télévision à rival acharné de Netanyahu – FokusIsrael

Benny Gantz : l’ancien général qui a fait trop confiance à Netanyahou et qui lutte désormais pour sa survie politique – FokusIsrael

Avigdor Lieberman : l’ancien allié de Netanyahou et son ennemi juré de toujours – FokusIsrael

Ofer Winter : une nouvelle force incertaine au sein de la droite politique – FokusIsrael

Yair Golan parviendra-t-il à redynamiser la gauche israélienne, menacée de disparition ? – FokusIsraelMansour Abbas – le faiseur de rois qui a redéfini la politique arabe en Israël – FokusIsrael

Yousef Jabareen, Ahmed Tibi et Sami Abu Shehadeh : une liste – trois visions – FokusIsrael

---

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel-Aviv.